



Déclaration préalable au Conseil d'Administration du 13 juillet 2018

Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Après des mois de vacance à la tête de l'Établissement et alors que cette instance n'était plus en mesure de se réunir faute de membres désignés, il vous est proposé d'élire aujourd'hui un nouveau président du Conseil d'administration. FO se réjouit que le Cerema ait retrouvé une gouvernance minimale et espère que ses nouveaux dirigeants porteront une vision ambitieuse pour l'Établissement et sauront le défendre contre les multiples attaques dogmatiques dont il fait l'objet.

Indéfectiblement attaché aux principes de neutralité et d'indépendance qui constituent les valeurs fondatrices de Force Ouvrière, son représentant n'orientera pas le choix du conseil d'administration dans la désignation de son président. *FO ne participera donc pas aux deux élections d'aujourd'hui.*

Cependant alors que l'Établissement était en quelque sorte en apesanteur, dans l'attente de la désignation de ses chefs et des résultats du mécano institutionnel auquel se livre le Gouvernement, le travail de sappe de l'Établissement continue. En effet, l'entreprise privée de démolition publique 2022 se poursuit à bas bruit. Malgré de faibles améliorations traduites dans le BR1, liées pour la plupart au dévouement et à l'action énergique des agents au profit de nos ressources propres, le budget 2018 du Cerema demeure défailant. Les représentants de l'employeur « État » ne semblent pas vraiment s'en émouvoir.

La Cour des Comptes (CC) elle-même en dresse le constat alarmant : « la situation du Cerema s'avère fragile avec, en particulier une diminution constante de sa capacité d'auto-financement alors même qu'il est confronté à la nécessité d'investir pour moderniser son patrimoine ».

Cependant au lieu d'en tirer la conclusion qui s'impose - à savoir que la subvention de l'État doit être juste et raisonnée, la CC en déduit qu'il faut accélérer la baisse des effectifs ! Nous ne sommes plus à une provocation de plus, à l'heure où chaque service doit contribuer à payer la vaisselle de son altesse. La purge que connaît le Cerema est si violente que les réductions d'effectifs se font à l'aveugle et paralysent le reste des équipes en place. Pire, la vision court-termiste a pris sur le pouvoir. Impossible de se projeter à 5 ans (ni même à 5 mois) alors les missions de service public nécessitent une cohérence à moyen et long termes.

Force Ouvrière ne se lassera pas de vous rappeler que le Cerema a toute sa place au vu des enjeux majeurs des territoires et au service des collectivités. Le Cerema, c'est aussi et avant tout des agents et pas des ETP. Les agents qui se déplacent sont contraints d'en être de leur poche pour certains déplacements, notamment sur Paris. Même si FO se félicite qu'un point à l'ordre du jour soit enfin consacré à ce sujet, il reste que la revalorisation des frais est maintenant urgente et vitale pour la reconnaissance et l'investissement des personnels.

Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
au final, c'est toujours la même histoire dont vous êtes peut-être lassés. Ne soyez pas complices du dépérissement organisé du Cerema. Ne cautionnez pas sa destruction annoncée à petit feu !

Pour finir et pour matière à réflexion, êtes-vous au courant que l'Allemagne nous envie le Cerema ? Ce service multi-thématique au cœur de l'expertise et des territoires avec cette approche transversale sur des sujets complexes. Les Allemands sont en train de revoir leur modèle puisqu'ils se rendent compte de l'absurdité de leur sous-investissement, notamment pour leurs infrastructures. Faut-il en arriver là ou y sommes nous déjà ?

Mesdames et Messieurs les Administrateurs. Je vous remercie

JE-NOUS-TOUS FO!